

Lettre ouverte



Une politique d'économie ne peut être une politique à long terme à elle seule !!!

Nous entendons, nous constatons de toute part la volonté de notre nouvel Exécutif, de notre nouvel employeur de faire des économies.

Par vos différentes prises de paroles, qu'elles soient dans les services de la collectivité, dans les médias nous n'entendons que cela. La chasse au gaspillage éhonté laissé par l'ancien Exécutif... Cela n'est-il pas exagéré ???

Nous ne vous dirons pas que des dépenses ne méritent pas d'être reconsidérées, mais il est temps de donner du fond à votre politique dans l'intérêt des services régionaux et des personnels qui le rendent. C'est une question de sens... les services en ont besoin.

Vous le savez, à n'en pas douter, il y a un service public à faire fonctionner, des usagers à servir et la seule perspective d'une simple politique d'économie ne peut suffire.

Force est de constater que les premières économies sont assumées par les personnels de la collectivité et donc par ricochet par les usagers. Votre première mesure a consisté à interrompre les recrutements de personnels contractuels, « gel des remplacements dans les services ». Un dégel nous a été annoncé pour les lycées mais il est bien trop insuffisant et quid des services administratifs ?

Les services, notamment des lycées sont au bord de l'asphyxie et la seule réponse à cette situation est une nouvelle dégradation du service public rendu au quotidien.

Et que dire des personnels administratifs dont les missions sont en lien avec ces recrutements ? Ils sont, de fait, confrontés quotidiennement aux directions des établissements d'enseignement les sollicitant, parfois avec rudesse, pour obtenir les moyens humains permettant aux lycées de fonctionner.

Pour les personnels du siège, votre choix politique d'économies est désastreux. Les agents en charge de politiques régionales actées par la précédente mandature s'étiolent de ne pas avoir de réponse dans cette période transitoire.

Vous avez été élus pour mener une politique, toutefois il n'est pas possible que les personnels soient considérés comme une variable d'ajustement et les victimes passives d'un manque de perspective.

A Clermont Ferrand, vous avez répondu aux questionnements et angoisses des personnels, ils le savent, ils sont à peu près garantis de ne pas devoir faire face à une obligation de mobilité géographique forcée.

Il reste la question des personnels travaillant dans les Espaces ou Antennes, en effet pour ces derniers, aucune garantie n'a été donnée. L'inquiétude monte, ils ont eux aussi le droit de savoir quel est leur avenir. Ils peuvent entendre que leurs missions évolueront mais doivent obtenir la garantie d'une stabilité géographique.

Comme nous l'avons déjà dit, le statu quo n'est pas une réponse acceptable, la seule perspective d'économie ne peut être entendue comme telle.

Nous vous demandons de prendre la mesure de cette situation et d'apporter les réponses aux personnels et aux usagers quant aux moyens que vous souhaitez mettre en place afin d'assumer les ambitions qui sont les vôtres pour notre Région.

Il est urgent d'obtenir un calendrier social permettant les discussions et les négociations portant sur ces sujets et d'autres comme les garanties salariales, sociales, etc...

Lyon

Le mardi 9 février 2016